



L'Ambassadeur de l'Union européenne, Chef de Délégation, SE Hans-Peter SCHADEK a rencontré jeudi dernier un groupe de maires du Cameroun, afin d'échanger sur les enjeux de la nouvelle année qui commence, et notamment sur les défis et opportunités dans le cadre de la mise en oeuvre de la décentralisation.

La rencontre s'est déroulée en deux temps, une réunion de travail dans les locaux de la Délégation de l'UE au Cameroun, suivi d'un déjeuner offert par Monsieur l'Ambassadeur. Mesdames et Messieurs les Maires qui ont participé à cette rencontre proviennent de différentes régions du pays et bénéficient pour la plupart d'un contrat de subvention de l'UE pour améliorer la délivrance de services publics.

À l'issue de cette rencontre, Mesdames et Messieurs les Maires ont exprimé leur adhésion à cette initiative qui leur a permis de partager leurs points de vue sur les avancées et retards d'un processus qui est capital pour assurer le bien-être des populations.

C'est ainsi que, monsieur SCHADEK partage également la pertinence de ces échanges fructueux: "Ce dialogue avec les Maires permet d'explorer comment la décentralisation peut servir de véhicule pour obtenir des résultats plus concrets en matière de développement, entre autres, par le biais d'une autonomisation croissante des Communes".

En réponse à l'agenda 2030 pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), le Nouveau consensus européen sur le développement reconnaît le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la réalisation des ODD et s'engage à soutenir les réformes de décentralisation et la coopération décentralisée. La stratégie de coopération entre l'UE et le Cameroun n'est pas restée étrangère à cette émergence du local. L'UE appuie le processus de décentralisation au Cameroun notamment à travers: l'appui budgétaire sous forme de contrat de réforme du secteur rural (en particulier, le volet désenclavement/routes communales), le Programme National de Développement Participatif (PNDP) , le Programme de développement économique et social des villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV) en préparation, et les lignes thématiques.

C'est sur ce dernier instrument, que l'UE a des contrats de subvention directe avec certaines des communes ayant assisté au déjeuner.
